

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

21 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N ° II-CL60

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 38****ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Police nationale	10 000 000	0
Gendarmerie nationale	0	0
Sécurité et éducation routières	0	10 000 000
Sécurité civile	0	0
<b>TOTAUX</b>	10 000 000	10 000 000
<b>SOLDE</b>	0	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Transférer 10 000 000 euros du programme 207 (sécurité et éducation routières), action 02 (démarches interministérielles et communication) vers le programme 176 (police nationale), action 06 (commandement, ressources humaines et logistique)-03 (immobilier)

Les locaux vétustes de la police (pour certains envahis de rats, de cafards, de blattes, de fuites d'eau, de sanitaires insalubres...) ne permettent pas à la police de travailler dans des conditions de travail dignes. Il convient de mettre un place un dispositif financier important pour rénover les commissariats.

Gérard Collomb annonçait en janvier 2018 que « 76 nouvelles opérations seront lancées sur les trois prochaines années : 29 pour la police, 47 pour la gendarmerie ». Si cette politique va dans le bon sens, elle ne concerne malheureusement pas tout le territoire.

Lundi 14 octobre dernier, David Leyraud, secrétaire régional adjoint du syndicat de police Alliance, en visite à Carmaux (Tarn) expliquait notamment : "J'ai visité beaucoup de commissariats. Celui de Carmaux n'en est pas un". Venu voir de ses propres yeux le bâtiment, il a alerté sur plusieurs défaillances, et notamment l'accueil et la salle d'attente qui peuvent dissuader des victimes de déposer plainte...

A Narbonne, en septembre dernier, le conseil municipal a voté à l'unanimité une motion de soutien aux policiers et de rappel à l'ordre du ministre de l'Intérieur "pour qu'il respecte ses engagements pris publiquement" sur les travaux au commissariat.

Il convient donc d'augmenter le budget de cette action, d'autant qu'elle est en baisse de 16,87 % en autorisations d'engagement.